

Assainissement des finances publiques/ Les syndicats des régies financières en campagne d'explication avec la base

"L'Etat doit aller jusqu'au bout des différents audits "

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LES différents syndicats des régies financières et de l'administration se sont retrouvés hier avec leurs adhérents à la Chambre de commerce de Libreville. L'objectif de cette rencontre était de faire le point avec la base sur la pertinence des mesures gouvernementales qui visent, entre autres, à "nettoyer" le fichier des agents de la Fonction publique et à assainir les finances publiques du pays, afin de réaliser des économies substantielles devant servir à financer plusieurs secteurs clés de l'économie nationale.

Au cours de cette rencontre, les différents syndicats ont également expliqué à la base les raisons pour lesquelles ils soutiennent lesdites mesures. Pour Wilfried Mvou Ossialas, porte-parole de l'Union sacrée pour la patrie (USP), les récentes mesures gouvernementales, "sont, en partie, le fruit de nos négociations avec le gouvernement. A l'époque, nous réclamions, entre autres, un audit sur les primes, sur le fichier de la Fonction publique... Aujourd'hui, nous sommes heureux de voir que, face à la dégradation de la situation économique du pays, le gouvernement a accédé à nos revendications".

Pour lui, ces mesures gouvernementales permettront à l'Etat de réaliser de réelles économies, tout en procédant au toilettage du fichier de la Fonction publique pour une justice sociale pour tous.

"Nous savons tous qu'il y

a des fonctionnaires qui sont rémunérés par l'Etat alors qu'ils sont en congés maladie depuis 10 ans. Nous savons encore que des Gabonais sont payés chaque 25 du mois alors qu'ils sont salariés à l'étranger. Et que dire de tous ces "fantômes" qui continuent d'émarger ?

Pis, comment accepter que de jeunes médecins ou ingénieurs soient en situation de pré-salaire, tout simplement parce que des gens, qui ne travaillent pas, continuent de spolier l'Etat, empêchant de fait ces compatriotes d'être intégrés à la Fonction publique. Ainsi, pour donner du poids à ces mesures, l'Etat doit aller jusqu'au bout des différents audits", a encore indiqué Wilfried Mvou Ossialas, qui n'a pas manqué de revenir sur la question qui est actuellement sur toutes les lèvres.

"Un peu partout, beaucoup de nos compatriotes disent que les fonctionnaires issus des régies financières n'ont pas à se plaindre dans la mesure où ils ont de grosses primes. Mais ce n'est pas la vérité ! Nous avons été les premiers à subir de plein fouet la suppression des primes. Quand le gouvernement nous a présenté la situation réelle du pays, nous avons accepté de perdre nos avantages. Les autres fonctionnaires ont vu leurs primes faire partie intégrante de leur salaire. Ce qui n'a pas été le cas pour nous. Pis, le gouvernement, sur d'autres primes, nous a ponctionné 30 %, nous avons encore accepté. Sommes-nous allés dans la rue pour saccager ? Non ! Nous avons fait le sacrifice pour sauver, en réalité, nos salaires. Car, conscient de la situation



Photo : D.R

Carlos Otounga a édifié l'assistance sur l'importance des mesures gouvernementales.

du pays, il fallait que l'Etat fasse ces choix-là pour éviter au Gabon la banqueroute et la cessation de paiement. Dans d'autres pays, des fonctionnaires ont des arriérés de salaires depuis plusieurs mois. Est-ce cela que nous voulons pour notre pays ? ", a demandé Mvou Ossialas.

DES MESURES FORTES ET SALUTAIRES Carlos Otounga, de la Direction générale du Budget, dans un langage franc et direct, a édifié les uns et les autres sur le bien-fondé des récentes mesures gouvernementales qu'il a qualifiées de "mesures fortes et salutaires".

"Je fais partie de ceux-là qui confectionnent le budget de l'Etat chaque année. C'est dire que je connais la situation réelle du pays. J'ai travaillé avec le Fonds mo-

nétaire international (FMI) sur la situation économique et financière du Gabon, et suis arrivé à

la conclusion qu'il fallait faire quelque chose en urgence pour éviter d'aller droit dans le mur. Quelle était la situation réelle du pays avant la prise desdites mesures ? Le Gabon, ce sont des recettes fiscales d'environ 1 200 milliards. Sur ce montant, 59 % est utilisé pour payer les salaires des fonctionnaires et autres pensions pour un montant de plus de 700 milliards. L'enjeu ici est la pérennité de nos salaires. Il fallait donc faire quelque chose. Et le gouvernement l'a fait avec les mesures prises récemment. Dans les pays développés, c'est le secteur privé qui est le plus gros employeur, parce que c'est ce secteur qui crée de la richesse. Au Gabon, c'est l'Etat qui est le plus grand pourvoyeur d'emplois en tant qu'entité. Là aussi il fallait trouver une solution. Par conséquent, ces mesures fortes sont salutaires pour la survie de notre pays. Nous savons de quoi il est question. Certes il y a des erreurs, et le gouverne-

ment est en train de les corriger pour une justice sociale", a-t-il expliqué.

Les adhérents, au cours de cette rencontre, ont voulu savoir pourquoi les Forces de défense et de sécurité ne sont-ils pas concernés par ce processus alors qu'il existe également en leur sein des fonctionnaires fantômes qui perçoivent indûment l'argent de l'Etat.

"A notre connaissance, l'Etat n'a jamais dit que les militaires et autres ne sont pas concernés par les mesures en cours. Le gouvernement a dit qu'il commence le "recensement" par la province de l'Estuaire, avec ces 50 mille fonctionnaires. Le reste suivra sans doute dans la mesure où la Fonction publique compte 105 mille agents dont des militaires. Mais attendons la communication sur cette question", a conclu Wilfried Mvou Ossialas.



Photo : D.R

Une vue partielle des membres des différents Syndicats des régies financières au cours de la réunion d'hier.

Avis d'Appel d'Offre National

Date de lancement de l'Appel d'offre : 10 juillet 2018
 Nom du Projet : Projet d'Appui au Secteur de la Santé-Phase 2 (PASS2)
 Nombre de véhicules : 5 dont 3 pickups, 1 station wagon et 1 SUV
 AAO N° : 005/UGP/PASS2
 Libreville - Gabon

Le Ministère en charge de la Santé a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Secteur de la Santé -Phase 2. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché de fournitures des véhicules de l'UGP Santé et de la DCRH.

Le Ministère en charge de la Santé sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de deux lots répartis comme suit :

- Lot N°1 : 1 station wagon et 1 SUV
- Lot N°2 : 3 pickups.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

Projet d'Appui au Secteur de la Santé-Phase 2
 Quartier Bas de Gué Gué
 A proximité du Centre National de Tri et Colis Postaux

Monsieur BIYOGO BI-NDONG Gaston
 Coordinateur National du Projet
 BP: 50 Libreville/Gabon - Tél : 00442769 - 06038880

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de trois cent mille (300.000) Francs CFA par lot.

Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **lundi 20 août 2018, à 9h30**. Les Offres doivent comprendre une garantie de l'Offre pour un montant de 1% du montant de l'offre.

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à 10h30, heure locale, l'adresse indiquée ci-dessus.

Les exigences en matière de qualifications sont d'ordre juridique, technique, et financier. Voir les documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées (section III).

Fait à Libreville, le 19 juillet 2018

Le Coordinateur National du Projet

BIYOGO BI-NDONG Gaston